

L'activité bancaire s'accélère

Sur un an, les dépôts collectés par les établissements bancaires progressent de 11% et les crédits accordés de 10%.

En décembre, la masse monétaire s'élève à 517 milliards de F.CFP. Elle est supérieure de 54 milliards de F.CFP à celle de décembre 2009, soit une progression de 12%. Après 9,5% l'année précédente, la progression de la masse monétaire s'accélère. Cela traduit notamment la bonne orientation de l'activité économique du territoire en 2010.

Les actifs financiers progressent de 11% sur un an, pour s'établir à 620 milliards de F.CFP fin décembre. Cette croissance de 63 milliards de F.CFP par rapport à décembre 2009 s'explique principalement par la progression des placements liquides ou à court terme des entreprises (+20 milliards), des dépôts à vue des ménages et des autres agents (respectivement +15 milliards et +10 milliards) et de l'épargne à long terme des particuliers et des autres agents (+7 milliards chacun).

Dans le détail, la moitié des dépôts collectés par les banques proviennent des ménages, un tiers des entreprises et le reste des autres agents. Toutefois en décembre, ce sont les dépôts des entreprises et des autres agents qui ont augmenté le plus sensiblement sur un an et qui expli-

Actifs financiers collectés par établissements*

	Déc. 09	Déc. 10	Variation
Dépôts par type			
Dépôts à vue	214 178	245 224	14,5
Placements liquides ou à court terme	253 557	270 003	6,5
Comptes d'épargne à régime spécial	89 902	93 204	3,7
Placements indexés sur les taux du marché	163 655	176 799	8,0
Epargne à long terme	89 479	104 591	16,9
Dépôts par agent économique			
Entreprises	187 129	213 520	14,1
Ménages	299 753	312 803	4,4
Autres agents	70 332	93 495	32,9
Total des dépôts	557 214	619 818	11,2

* Etablissements situés dans et hors zone d'émission

Unités : million de F.CFP, %.

Source : IEOM, données provisoires.

quent 80% de l'augmentation des actifs financiers.

Comme en 2009, 80% de l'épargne globale est collectée localement.

Par type de dépôts, les placements liquides ou à court terme sont les plus nombreux (44% de l'ensemble des dépôts), mais ce sont ceux qui progressent le moins sur un an (+7%). Ce type de placement est en forte hausse de la part des entreprises (+29%) et des autres agents (+12%), mais ces hausses sont atténuées par le recul des placements liquides ou à court terme des ménages (-7%), qui restent les plus nombreux. Dans le détail, les placements indexés sur les taux du marché

progressent plus fortement que les comptes d'épargne à régime spécial (+8% contre +4%).

Les dépôts à vue représentent 40% de l'ensemble des dépôts. Ils sont en hausse de 15% sur un an et expliquent la moitié de l'augmentation globale des actifs financiers. Ce sont les dépôts à vue des particuliers qui contribuent le plus fortement à cette augmentation, suivis par les dépôts des autres agents.

L'épargne à long terme enregistre une forte hausse sur un an : +17%. Cette progression contribue pour un quart à l'augmentation globale des actifs financiers. L'épargne à long terme est principalement alimentée par les ménages, mais celle des autres agents a été multipliée par dix sur un an.

Fin décembre, l'encours des crédits accordés s'élève à 846 milliards de F.CFP, en hausse de 10% sur un an. Cette croissance de 75 milliards de F.CFP par rapport à décembre 2009 s'explique aux trois quarts par la progression des crédits à l'habitat et à la construction (+38 milliards) et des crédits à l'investissement (+18 milliards).

Encours de crédits accordés par les établissements*

Encours par catégorie	Déc. 09	Déc. 10	Variation	
			Ecart	%
Crédits d'exploitation	79 776	82 882	3 106	3,9
Crédits d'investissement	238 325	255 922	17 597	7,4
Crédits à la consommation	65 707	69 049	3 342	5,1
Crédits à l'habitat et à la construction	352 898	390 707	37 809	10,7
Autres crédits	9 560	15 287	5 727	59,9
Encours par agent économique				
Entreprises	382 005	406 003	23 998	6,3
Ménages	328 201	359 616	31 415	9,6
Collectivités locales	36 060	48 228	12 168	33,7
Encours non ventilés	9 732	15 482	5 750	59,1
Créances douteuses brutes	15 027	16 545	1 518	10,1
Total des encours	771 025	845 874	74 849	9,7

* Etablissements situés dans et hors zone d'émission.

Unités : million de F.CFP, %.

Source : IEOM, données provisoires.

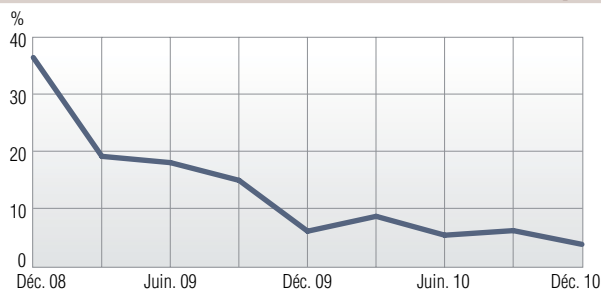
Dans le détail, 48% des concours bancaires sont accordés aux entreprises, 43% aux ménages, et le reste aux collectivités locales. Même s'ils représentent les montants les plus faibles, les crédits accordés aux collectivités locales sont ceux qui enregistrent le plus forte hausse (+34%).

Près des trois quarts des crédits sont émis localement. Toutefois, les crédits émis hors zone d'émission progressent plus fortement sur un an (+13% contre +8,5% pour les crédits locaux), en lien avec les demandes de financement des opérateurs sociaux et des collectivités locales.

L'endettement bancaire des entreprises continue de croître (+6%), porté par le logement social. Son rythme de progression annuelle reste dynamique même s'il ralentit par rapport à la période précédente (+10% à fin décembre 2009). Dans le détail, on observe un ralentissement de la croissance des crédits à l'investissement (+4%, contre +6% il y a un an) et des crédits à la construction (+10%, contre +39% il y a un an). Les crédits d'exploitation repartent légèrement à la hausse (+1% contre -3% il y a un an).

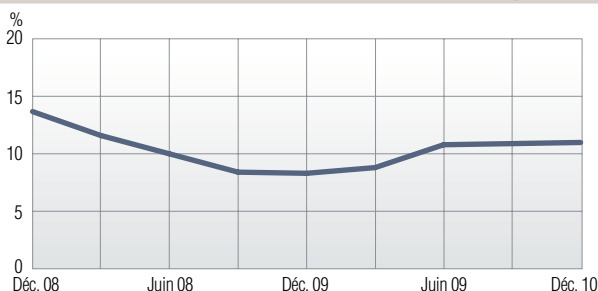
L'endettement bancaire des ménages s'accélère en glissement sur un an : +10% entre décembre 2009 et décembre 2010,

Variation annuelle de l'encours des crédits d'investissement des entreprises



Source : IEOM

Variation annuelle de l'encours des crédits à l'habitat des ménages



Source : IEOM

contre +7% un an avant. Cette accélération traduit le dynamisme de l'investissement immobilier des ménages, dont les encours des crédits à l'habitat progressent de 11% sur l'année, contre une hausse de 8% sur la période précédente. Cette évolution est pour partie liée à la baisse des taux des prêts immobiliers. Les encours de crédit à l'habitat représentent 80% des concours bancaires accordés

aux ménages. La croissance des crédits liés à la consommation des ménages s'accélère également, en lien avec une consommation plus dynamique (+5,1% après +3,7% en 2009).

Les collectivités locales affichent un recours accru à l'endettement (+34% sur un an, contre -8% un an avant), avec +31% pour les crédits à l'investissement qui constituent 90% des encours.